



## **SUR LA MISE EN PLACE D'UN PROGRAMME POUR LES TRANSBORDEMENTS DES GRANDS NAVIRES DE PECHE**

SOUMISE PAR : INDONÉSIE

### **Exposé des motifs**

#### **A. Contexte**

1. La Commission a établi un programme de surveillance des transbordements en mer, qui s'applique aux grands palangriers thoniers (LSTLV) et aux navires transporteurs autorisés à recevoir des transbordements en mer. La flotte palangrière de l'Indonésie était dominée par des navires de pêche en bois, y compris des navires transporteurs en bois. L'exemption pour la mise en œuvre du transbordement en mer pour les navires transporteurs en bois indonésiens est toujours reconnue comme un projet pilote et sera réexaminée tous les deux ans par le Comité d'application de la CTOI.

2. Le gouvernement indonésien a montré son engagement persistant à soutenir la mise en œuvre de la résolution 19/06 *Sur la mise en place d'un programme pour les transbordements des grands navires de pêche*, amendée par la résolution 21/02, par la stipulation de règlements nationaux pertinents. Ces réglementations sont le règlement ministériel n°58/2020 sur les entreprises de pêche de capture, modifié par le règlement ministériel n°10/2021 sur les normes relatives aux activités commerciales et aux produits dans le cadre de la mise en œuvre de l'octroi de licences commerciales fondées sur le risque pour le secteur marin et la pêche. L'assistance technique est assurée par des instruments de contrôle pertinents et des aspects techniques relatifs à l'exploitation des navires de transport.

3. Au cours du projet pilote de deux ans (2019-2020), les paragraphes 20 et 21 de la résolution 19/06 ont déjà été mis en œuvre. En 2019, l'un des navires transporteurs en bois indonésiens a été autorisé à effectuer des transbordements en mer, comme indiqué à l'annexe V de la résolution 19/06. Le KM. Hiroyoshi 17, a opéré en haute mer à partir du 24 octobre 2019. Entre-temps, en 2020, deux navires figurant à l'annexe V ont opéré en haute mer, à savoir le KM. Hiroyoshi 17 et le KM. Perintis Jaya 89. Ces navires ont opéré en vertu du règlement du directeur général des pêches, numéro 1/PER-DJPT/2016, sur les opérations conjointes de pêche, visant à prévenir la pêche INN et à des fins de durabilité. En outre, ces navires avaient à bord un observateur national conformément aux normes du programme régional d'observateurs des ORGP thonières et avaient donc rempli les conditions requises pour effectuer un transbordement en mer.

4. Au cours de la période 2021, sur les douze navires figurant à l'annexe V de la résolution 21/02, neuf ont effectué des transbordements en mer, à savoir Bandar Nelayan 2017, Permata Tuna Wijaya 01, Hiroyoshi 17, Kilat Maju Jaya 21, Perintis Jaya 89, Nusantara Jaya 12, Naga Mas Perkasa 89, Mutiara 36 et Bahari 116.

5. En décembre 2021, l'Indonésie a proposé le remplacement de trois navires (KMC 102, Perintis Jaya 89 et United XVI) dans l'annexe V de la résolution 21/02, par le Bandar Nelayan 271, le Perintis Jaya 36 et le Bandar Nelayan 519, respectivement. Le remplacement s'explique par le fait que ces navires n'ont pas été exploités en raison de leur état car ils n'étaient plus adaptés au transport de produits thoniers. Deux des trois « nouveaux » navires ont effectué des transbordements en mer au cours du premier trimestre de 2022. Un autre commencera à opérer dès que son enregistrement sur le registre des navires autorisés de la CTOI sera achevée.

6. Au début du mois d'avril 2022, il y a eu une augmentation significative du prix du carburant qui a entraîné des frais supplémentaires qui ont augmenté le coût d'exploitation des navires indonésiens. Un nombre suffisant de navires de transport est nécessaire pour réduire les coûts de carburant et maintenir la qualité des produits de la pêche, en particulier le thon frais. En outre, les activités de transbordement avec un observateur à bord peuvent prévenir les activités de pêche INN.

7. L'Indonésie propose ainsi de maintenir le transbordement en mer par des navires transporteurs en bois indonésiens, qui peut être observé par un observateur national à bord avec les considérations suivantes :

a. Les observateurs indonésiens ont été formés selon les normes des ORGP et par un programme national reconnu par le programme régional d'observateurs (POR) de la WCPFC en 2016. Par conséquent, ils sont prêts à être déployés en tant qu'observateurs régionaux.

b. Ce déploiement permettra aux observateurs nationaux d'étendre leur rôle dans la région de la CTOI.

8. La proposition de la résolution 22/XX sur l'établissement d'un programme de transbordement par les grands navires de pêche vise à garantir que le transbordement en mer impliquant des navires transporteurs en bois est effectué conformément à la résolution de la CTOI et à la politique nationale. Les textes révisés figurent aux paragraphes 20 et 21.

## **B. Justification**

Les raisons pour lesquelles l'Indonésie propose la révision de la Résolution 21/02 sont les suivantes :

1. En réalité, certaines CPC ont une longue histoire et une longue expérience de l'utilisation de navires transporteurs en bois pour transporter du poisson, frais ou congelé.

2. Le transbordement en mer est important pour maintenir la qualité des produits de la pêche.

3. Aucune loi internationale ne s'y oppose, et la législation nationale indonésienne autorise également les navires de transport en bois à transporter du poisson frais ou congelé.

4. La proposition vise également à répondre à l'intérêt de certaines CPC d'inclure les navires transporteurs en bois comme navires éligibles pour recevoir un transbordement en mer en haute mer dans la zone de compétence de la CTOI.

5. L'Indonésie propose de réviser les paragraphes 20 et 21 de la Résolution 21/02 avec les explications ci-dessous :

a. Paragraphe 20 : L'Indonésie demande que le projet pilote puisse être prolongé de deux ans et réviser l'annexe V de la résolution de huit à douze navires indonésiens de transport en bois.

b. Paragraphe 21 : Le projet pilote sera lancé en 2021 et examiné en 2023 par le Comité d'application sur la base d'un rapport préparé par l'Indonésie et d'une analyse du Secrétariat de la CTOI.

**RESOLUTION 2122/02XX****SUR LA MISE EN PLACE D'UN PROGRAMME POUR LES TRANSBORDEMENTS DES GRANDS NAVIRES DE PECHE****Mots clés :** Transbordement**La Commission des thons de l'océan Indien (CTOI),**

TENANT COMPTE de la nécessité de combattre les activités de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) car elles réduisent l'efficacité des mesures de gestion et de conservation déjà adoptées par la CTOI ;

SE DISANT FORTEMENT PRÉOCCUPÉE par le fait que des opérations organisées de blanchiment de thonidés ont été menées et que des volumes considérables de captures réalisées par des navires de pêche INN ont été transbordés sous le nom de navires de pêche détenteurs de licences en bonne et due forme ;

COMPTE TENU PAR CONSÉQUENT de la nécessité de garantir le suivi des activités de transbordement réalisées par les grands palangriers dans la zone de compétence de la CTOI, y compris le contrôle de leurs débarquements ;

TENANT COMPTE de la nécessité de collecter les données de capture de ces grands palangriers thoniers en vue d'améliorer les évaluations scientifiques de ces stocks ;

ADOpte, conformément à l'alinéa 1 de l'article IX de l'Accord portant création de la CTOI :

**SECTION 1. RÈGLES GÉNÉRALES**

1. Sauf dans le cadre du programme de surveillance des transbordements décrit dans la section 2 ci-dessous, toutes les opérations de transbordement de thons, d'espèces apparentées et de requins capturés en association avec les pêcheries de thons et d'espèces apparentées dans la zone de compétence de la CTOI (ci-après appelées « thons, espèces apparentées et requins ») devront avoir lieu au port<sup>1</sup>.
2. Les Parties contractantes et Parties coopérantes non contractantes (collectivement désignées CPC) du pavillon devra prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que les grands navires thoniers<sup>2</sup> (dénommés ci-après « LSTV ») qui battent leur pavillon respectent, lors d'un transbordement au port, les obligations décrites en Annexe I.
3. Les opérations de transbordement au port entre des canneurs et des navires collecteurs battant le pavillon des Maldives inclus dans le Registre CTOI des navires autorisés seront exemptées des exigences en matière de déclaration des données indiquées à l'Annexe I et à l'Annexe III. Ces opérations de transbordement devront se conformer aux critères établis dans l'Annexe II de cette résolution.

**SECTION 2. PROGRAMME DE SURVEILLANCE DES TRANSBORDEMENTS EN MER**

4. La Commission établit par la présente un programme de surveillance des transbordements en mer qui s'appliquera uniquement aux grands palangriers thoniers (dénommés ci-après « LSTLV ») et aux navires transporteurs autorisés à recevoir un transbordement de ces navires en mer. Aucun transbordement en mer de thons, d'espèces apparentées et de requins par des navires autres que des LSTLV ne sera autorisé. La Commission devra examiner et réviser, le cas échéant, la présente résolution.
5. Les CPC qui accordent leur pavillon à des LSTLV devront déterminer si elles autorisent leurs LSTLV à transborder en mer. Cependant, si la CPC de pavillon autorise le transbordement en mer par ses LSTLV, lesdits transbordements devront être conduits selon les procédures décrites dans les sections 3, 4 et 5, ainsi que dans les Annexes III et IV ci-dessous.

<sup>1</sup> Le "port" inclut les terminaux en haute mer et autres installations pour le débarquement, transbordement, emballage, transformation, ravitaillement ou réapprovisionnement (tel que défini par les PSMA).

<sup>2</sup> Grand navire thonier (LSTV) : navires de pêche ciblant les thonidés et espèces apparentées, mesurant plus de 24 m de longueur hors-tout et figurant sur le Registre CTOI des navires autorisés.

### SECTION 3. REGISTRE DES NAVIRES AUTORISÉS À RECEVOIR DES TRANSBORDEMENTS EN MER DANS LA ZONE DE COMPÉTENCE DE LA CTOI

6. La Commission devra établir et maintenir un Registre CTOI des navires transporteurs autorisés à recevoir en mer des thons, des espèces apparentées et des requins dans la zone de compétence de la CTOI en provenance de LSTLV. Aux fins de la présente résolution, les navires transporteurs ne figurant pas sur le registre sont considérés comme n'étant pas autorisés à recevoir des thons, des espèces apparentées et des requins lors d'opérations de transbordement en mer.
7. Chaque CPC devra soumettre au Secrétaire exécutif de la CTOI, dans la mesure du possible par voie électronique, la liste des navires transporteurs qui sont autorisés à recevoir des transbordements en mer de ses LSTLV dans la zone de compétence de la CTOI. Cette liste devra inclure les informations suivantes :
  - a. Pavillon du navire
  - b. Nom du navire, numéro de registre
  - c. Nom antérieur (le cas échéant)
  - d. Pavillon antérieur (le cas échéant)
  - e. Détails antérieurs de suppression d'autres registres (le cas échéant)
  - f. Indicatif d'appel radio international
  - g. Type de navire, longueur, tonnage brut (TB) et capacité de transport
  - h. Nom et adresse du ou des armateur(s) et opérateur(s)
  - i. Période autorisée pour les transbordements
8. Après l'établissement du registre CTOI initial, chaque CPC devra promptement notifier au Secrétaire exécutif de la CTOI tout ajout, suppression et/ou modification à apporter au registre CTOI, au moment où ce changement intervient.
9. Le Secrétaire exécutif de la CTOI devra maintenir le registre CTOI et prendre des mesures visant à assurer la diffusion de ce registre par voie électronique, y compris son inclusion sur le site Web de la CTOI, d'une manière conforme aux exigences de confidentialité spécifiées par les CPC pour leurs navires.
10. Les navires transporteurs autorisés à procéder au transbordement en mer seront tenus d'installer et d'opérer un Système de surveillance des navires (SSN).

### SECTION 4. TRANSBORDEMENT EN MER

11. Les transbordements par des LSTLV ayant lieu dans les eaux sous juridiction des CPC doivent préalablement avoir été autorisés par l'État côtier concerné. Les CPC prendront les mesures nécessaires pour s'assurer que les LSTLV battant leur pavillon respectent les conditions suivantes :

#### Autorisation de l'État du pavillon

12. Les LSTLV ne sont pas autorisés à transborder en mer, sauf s'ils en ont obtenu l'autorisation préalable de leur État du pavillon.

#### Obligations de notification

##### *Navire de pêche :*

13. Afin de recevoir l'autorisation préalable mentionnée au paragraphe 12 ci-dessus, le capitaine et/ou l'armateur du LSTLV doit notifier les informations suivantes aux autorités de son État du pavillon au moins 24 heures avant le transbordement prévu :
  - a. Nom du LSTLV, son numéro dans le registre CTOI des navires et son numéro OMI, s'il en détient un ;
  - b. Nom du navire transporteur, son numéro dans le registre CTOI des navires transporteurs autorisés à recevoir des transbordements en mer dans la zone de compétence de la CTOI, son numéro OMI et le produit devant être transbordé ;
  - c. Tonnage par produit devant être transbordé ;
  - d. Date et lieu du transbordement ;

e. Localisation géographique des prises.

14. Le LSTLV concerné devra compléter et transmettre à son État du pavillon, au plus tard 15 jours après le transbordement, la déclaration de transbordement de la CTOI ainsi que son numéro dans le Registre CTOI des navires de pêche, conformément au format établi en Annexe III.

***Navire transporteur receveur :***

15. Avant de commencer un transbordement, le capitaine du navire transporteur receveur devra confirmer que le LSTLV concerné participe au Programme CTOI de surveillance des transbordements en mer (ce qui inclut le paiement des redevances mentionnées au paragraphe 13 de l'Annexe IV) et a obtenu l'autorisation préalable de son État du pavillon, comme stipulé au paragraphe 12. Le capitaine du navire transporteur receveur ne devra pas commencer le transbordement sans avoir obtenu cette confirmation.
16. Dans les 24 heures suivant la réalisation du transbordement, le capitaine du navire transporteur receveur devra remplir et la transmettre au Secrétariat de la CTOI et à la CPC de pavillon du LSTLV la déclaration de transbordement de la CTOI, accompagnée de son numéro dans le Registre CTOI des navires transporteurs autorisés à recevoir des transbordements dans la zone de compétence de la CTOI.
17. Quarante-huit heures avant le débarquement, le capitaine du navire transporteur récepteur devra transmettre aux autorités compétentes de l'État dans lequel le débarquement a lieu une déclaration de transbordement de la CTOI ainsi que son numéro dans le Registre CTOI des navires transporteurs autorisés à recevoir des transbordements dans la zone de compétence de la CTOI.

***Programme régional d'observateurs :***

18. Chaque CPC devra s'assurer que tous les navires transporteurs effectuant des transbordements en mer ont à leur bord un observateur de la CTOI, conformément au programme régional d'observateurs de la CTOI figurant en Annexe IV. L'observateur de la CTOI s'assurera du respect de la présente résolution et notamment que les volumes transbordés concordent avec les captures consignées dans la déclaration de transbordement de la CTOI.
19. Il sera interdit aux navires n'ayant pas d'observateur régional de la CTOI à leur bord de commencer ou de continuer un transbordement dans la zone de compétence de la CTOI, excepté dans les cas de force majeure dûment notifiés au Secrétariat de la CTOI.
20. Dans le cas des [douze-dix-sept \(4217\)](#) navires transporteurs en bois indonésiens figurant dans le Registre CTOI des navires et listés à l'Annexe V, un programme national d'observateurs pourra être utilisé à la place d'un observateur du Programme régional d'observateurs pour les navires transporteurs en bois indonésiens figurant dans le Registre CTOI des navires autorisés. Les observateurs nationaux seront formés aux normes du programme régional d'observateurs d'au moins une ORGP thonière et s'acquitteront de toutes les fonctions de l'observateur régional, y compris la soumission de toutes les données requises par le Programme régional d'observateurs de la CTOI et des rapports équivalents à ceux élaborés par le prestataire du PRO. Cette disposition ne s'appliquera qu'aux [douze-dix-sept \(4217\)](#) navires transporteurs en bois spécifiques visés dans le présent paragraphe et listés à l'Annexe V. Le remplacement de ces navires transporteurs en bois n'est autorisé que si le matériau du navire de remplacement reste le bois et que la capacité de transport ou le volume des cales à poisson ne dépassent pas ceux du/des navire(s) en cours de remplacement. Dans ce cas, l'autorisation du navire en bois remplacé sera immédiatement révoquée.
21. La disposition du Paragraphe 20 sera reprogrammée en consultation avec le Secrétariat de la CTOI sous forme d'un projet pilote sur deux ans qui démarrera en 2021. Les résultats du projet, incluant la collecte des données, les rapports et l'efficacité du projet seront examinés en 2023 par le Comité d'Application de la CTOI en se basant sur un rapport établi par l'Indonésie et une analyse réalisée par le Secrétariat de la CTOI. Cet examen couvrira la question de savoir si le programme offre le même niveau de garanties que celles fournies par le PRO. Il examinera également la possibilité d'obtenir un numéro OMI pour les navires concernés. La prolongation du projet ou l'intégration du projet dans le programme PRO sera soumise à une nouvelle décision de la Commission.

## SECTION 5. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

22. Afin de garantir l'efficacité des mesures de conservation et de gestion de la CTOI concernant les espèces couvertes par les Programmes de document statistique :
- Lors de la validation du document statistique, les CPC du pavillon des LSTLV devront veiller à ce que les transbordements soient conformes aux volumes de capture déclarés par chaque LSTLV.
  - La CPC de pavillon des LSTLV devra valider les documents statistiques pour les poissons transbordés après avoir confirmé que le transbordement a été réalisé conformément à la présente résolution. Cette confirmation devra se baser sur les informations obtenues par le biais du Programme d'observateurs de la CTOI.
  - Les CPC devront exiger que les espèces couvertes par les Programmes de document statistique capturées par les LSTLV dans la zone de compétence de la CTOI, lors de leur importation sur le territoire d'une Partie contractante, soient accompagnées des documents statistiques validés pour les navires figurant sur le Registre de la CTOI, ainsi que d'une copie de la déclaration de transbordement de la CTOI.
23. Les CPC devront déclarer chaque année, avant le 15 septembre, au Secrétaire de la CTOI :
- Les quantités par espèces transbordées au cours de l'année précédente.
  - La liste des LSTLV répertoriés dans le Registre de la CTOI des navires de pêche ayant effectué des transbordements au cours de l'année précédente.
  - Un rapport exhaustif évaluant le contenu et les conclusions des rapports des observateurs affectés sur les navires transporteurs ayant reçu un transbordement de leurs LSTLV.
24. Tous les thons, espèces apparentées et requins débarqués ou importés dans les CPC, non transformés ou après avoir été transformés à bord et qui font l'objet d'un transbordement, devront être accompagnés de la déclaration de transbordement de la CTOI jusqu'à ce que la première vente ait eu lieu.
25. Chaque année, le Secrétaire exécutif de la CTOI présentera un rapport sur la mise en œuvre de la présente résolution à la réunion annuelle de la Commission qui devra examiner l'application de la présente résolution.
26. Le Secrétariat de la CTOI devra, lorsqu'il fournit à chaque CPC des copies de toutes les données brutes, des résumés et des rapports, comme indiqué au paragraphe 10 de l'Annexe IV de cette résolution, également fournir les éléments concernant d'éventuelles infractions aux réglementations de la CTOI par les LSTLV ou les navires transporteurs battant pavillon de cette CPC. Sur réception de ces éléments, chaque CPC enquêtera sur les cas identifiés et fera rapport sur les résultats de ses investigations au Secrétariat de la CTOI trois mois avant la réunion du Comité d'application de la CTOI. Le Secrétariat de la CTOI diffusera aux CPC la liste des noms et pavillons des LSTLV et des navires transporteurs qui sont concernés par ces potentielles infractions, ainsi que les réponses des CPC du pavillon, 80 jours avant la réunion du Comité d'application de la CTOI.
27. La Résolution ~~19/06~~[21/02](#) *Sur la mise en place d'un programme pour les transbordements des grands navires de pêche* est remplacée par la présente.

## ANNEXE I

### CONDITIONS RELATIVES AU TRANSBORDEMENT AU PORT PAR LES LSTV

#### Généralités

1. Les opérations de transbordement au port ne pourront avoir lieu que selon les procédures décrites ci-dessous :

#### Obligations de notification

2. Navire de pêche :
  - 2.1 Avant le transbordement, le capitaine du LSTV doit notifier les informations suivantes aux autorités de l'État portuaire, au moins 48 heures à l'avance :
    - a) Nom du LSTV et son numéro dans le registre CTOI des navires de pêche ;
    - b) Nom du navire transporteur et produit devant être transbordé ;
    - c) Tonnage par produit devant être transbordé ;
    - d) Date et lieu du transbordement ;
    - e) Zones de pêche principales des prises de thons, d'espèces apparentées et de requins.
  - 2.2 Le capitaine d'un LSTLV devra, au moment du transbordement, indiquer à son État du pavillon les informations suivantes :
    - a) produits et quantités concernés ;
    - b) date et lieu du transbordement ;
    - c) nom, numéro d'immatriculation et pavillon du navire transporteur receveur ;
    - d) localisation géographique des captures de thons, d'espèces apparentées et de requins.
  - 2.3 Le capitaine du LSTV concerné devra remplir et transmettre à son État du pavillon la déclaration de transbordement de la CTOI, ainsi que son numéro dans le registre CTOI des navires de pêche, conformément au format décrit à l'Annexe II, au plus tard 15 jours après le transbordement.
3. Navire receveur :
 

Au moins 24 heures avant et à la fin du transbordement, le capitaine du navire transporteur receveur devra informer les autorités de l'État du port des quantités de captures de thons, d'espèces apparentées et de requins transbordées sur son bateau, et remplir et transmettre aux autorités compétentes, dans les 24 heures, la déclaration de transbordement de la CTOI.

#### État de débarquement :

4. Le capitaine du navire transporteur récepteur devra, 48 heures avant le débarquement, remplir et transmettre une déclaration de transbordement de la CTOI aux autorités compétentes de l'État de débarquement dans lequel le débarquement a lieu.
5. L'État du port et l'État dans lequel le débarquement a lieu mentionnés aux paragraphes ci-dessus devront prendre les mesures appropriées pour vérifier l'exactitude des informations reçues et devront coopérer avec la CPC du pavillon du LSTV afin de s'assurer que les débarquements sont conformes au volume de capture déclaré de chaque navire. Cette vérification devra être réalisée de telle sorte que le navire subisse le moins d'interférence et de gêne possibles et que soit évitée toute dégradation du poisson.
6. Chaque CPC du pavillon du LSTV devra inclure, dans son rapport annuel soumis à la CTOI, les détails sur les transbordements réalisés par ses navires.

**ANNEXE II****CONDITIONS RELATIVES AU TRANSBORDEMENT ENTRE DES NAVIRES MALDIVIENS  
COLLECTEURS ET DES CANNEURS MALDIVIENS****Exigences générales**

1. Le ou les canneurs concernés devront être immatriculés aux Maldives et devront avoir une licence de pêche valide délivrée par les autorités compétentes des Maldives.
2. Le(s) navire(s) collecteur(s) concerné(s) devront être immatriculés aux Maldives et devront avoir une licence de d'opérations valide délivrée par les autorités compétentes des Maldives.
3. Le ou les navires concernés ne seront pas autorisés à pêcher ou à se livrer à des activités liées à la pêche en dehors de la zone relevant de la juridiction nationale des Maldives.
4. L'opération de transbordement ne pourra avoir lieu que dans les atolls dans la zone sous juridiction nationale des Maldives.
5. Les navires collecteurs doivent être équipés et suivis au moyen d'un système fonctionnel de surveillance des navires et doivent également être équipés d'un système d'observation électronique permettant de surveiller l'activité de transbordement. L'exigence relative à la surveillance par le biais du système d'observation électronique doit être satisfaite au plus tard le 31 décembre 2019.
6. Les navires de pêche participant à l'opération de transbordement devraient être suivis par les autorités maldiviennes compétentes au moyen d'un système fonctionnel de surveillance des navires, comme l'exige la résolution 15/03 *Sur le Programme de système de surveillance des navires (SSN)*.

**Exigences en matière de déclarations**

7. L'État du pavillon devrait communiquer chaque année à la CTOI, dans son rapport annuel, les détails sur les débarquements effectués par ses navires.
8. Les exigences en matière d'enregistrement et de communication des données fixées par les autorités compétentes des Maldives en ce qui concerne les exigences de notification ou d'enregistrement à terre sont également applicables aux opérations de transbordement entre navires collecteurs et canneurs.



## DÉCLARATION DE TRANSBORDEMENT DE LA CTOI

Jour	Mois	Heure	Année	<input type="text"/>	Nom de l'agent :	Capitaine du LSTV :	Capitaine du transporteur :
			<input type="text"/>	<input type="text"/>	Signature :	Signature :	Signature :
Départ		<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	de	<input type="text"/>	
Retour		<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	à	<input type="text"/>	
Transbordement		<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>			

LIEU DE TRANSBORDEMENT : .....

Si le transbordement a été effectué en mer, nom et signature de l'observateur de la CTOI :

## ANNEXE IV

### PROGRAMME REGIONAL D'OBSERVATEURS DE LA CTOI

1. Chaque CPC devra exiger que les navires transporteurs inclus dans le registre CTOI des navires autorisés à recevoir des transbordements dans la zone de compétence de la CTOI et qui procèdent à des transbordements en mer dans la zone de compétence de la CTOI aient à leur bord un observateur de la CTOI durant chaque opération de transbordement réalisée dans la zone de compétence de la CTOI.
2. Le Secrétaire exécutif de la CTOI désignera les observateurs et les embarquera à bord des navires transporteurs autorisés à recevoir des transbordements dans la zone de compétence de la CTOI en provenance des LSTLV battant le pavillon de Parties contractantes et de Parties coopérantes non contractantes qui mettent en œuvre le programme d'observateurs de la CTOI.

#### Désignation des observateurs

3. Les observateurs désignés devront posséder les qualifications suivantes afin d'accomplir leurs tâches :
  - a) expérience suffisante pour identifier les espèces et l'engin de pêche ;
  - b) connaissances satisfaisantes des mesures de conservation et de gestion de la CTOI ;
  - c) capacité d'observer et de consigner les informations avec précision ;
  - d) connaissance satisfaisante de la langue du pavillon du navire observé.

#### Obligations de l'observateur

4. Les observateurs devront :
  - a) avoir suivi la formation technique requise dans les lignes directrices établies par la CTOI ;
  - b) dans la mesure du possible, ne pas être ressortissants de l'État du pavillon du navire transporteur receveur ;
  - c) être capables d'assumer les tâches énoncées au point 5 ci-dessous ;
  - d) figurer dans la liste des observateurs maintenue par le Secrétariat de la CTOI ;
  - e) ne pas être membre de l'équipage d'un LSTLV ni employé d'une entreprise opérant des LSTLV.
5. Les tâches des observateurs consisteront notamment à :
  - a) Sur le navire de pêche désirant transborder vers un navire transporteur, et avant que le transbordement n'ait lieu, l'observateur devra :
    - i. vérifier la validité de l'autorisation du navire ou de sa licence de pêche aux thons, aux espèces apparentées et aux requins dans la zone de compétence de la CTOI,
    - ii. vérifier et consigner la quantité totale de captures à bord et la quantité qui sera transbordée sur le navire transporteur,
    - iii. vérifier que le SSN fonctionne et examiner le livre de bord,
    - iv. vérifier si une partie des captures à bord résulte de transferts depuis d'autres navires, et consulter les documents relatifs à ces éventuels transferts,
    - v. si une quelconque infraction est constatée impliquant le navire de pêche, la signaler immédiatement au capitaine du navire transporteur,

- vi. consigner les résultats de ces activités à bord du navire dans le rapport d'observation.
- b) Sur le navire transporteur :
  - Contrôler que le navire transporteur applique les mesures de conservation et de gestion pertinentes adoptées par la Commission. Les observateurs devront en particulier :
    - i. enregistrer et faire rapport sur les activités de transbordement réalisées ;
    - ii. vérifier la position du navire lorsqu'il effectue un transbordement ;
    - iii. observer et estimer les produits transbordés ;
    - iv. vérifier et enregistrer le nom du LSTLV concerné et son numéro CTOI ;
    - v. vérifier les données de la déclaration de transbordement ;
    - vi. certifier les données de la déclaration de transbordement ;
    - vii. contresigner la déclaration de transbordement ;
    - viii. délivrer un rapport quotidien des activités de transbordement du navire transporteur ;
    - ix. établir des rapports généraux compilant les informations recueillies conformément au présent paragraphe et permettre au capitaine d'y inclure toute information pertinente ;
    - x. soumettre au Secrétariat le rapport général susmentionné dans les 20 jours suivant la fin de la période d'observation ;
    - xi. assumer toutes autres fonctions, telles que définies par la Commission.
- 6. Les observateurs devront traiter avec confidentialité toutes les informations relatives aux opérations de pêche des LSTLV et aux armateurs des LSTLV et accepter par écrit cette exigence qui conditionne leur désignation.
- 7. Les observateurs devront respecter les exigences établies dans les lois et les réglementations de l'État du pavillon qui exerce sa juridiction sur le navire à bord duquel l'observateur est affecté.
- 8. Les observateurs devront respecter la hiérarchie et les règles générales de conduite qui s'appliquent à tout le personnel du navire, sous réserve que ces règles ne portent pas atteinte aux obligations de l'observateur dans le cadre de ce programme, ni aux obligations du personnel du navire énoncées au paragraphe 9 de ce programme.

#### **Obligations des États du pavillon des navires transporteurs**

- 9. Les responsabilités des États du pavillon des navires transporteurs et de leurs capitaines en ce qui concerne les observateurs devront notamment inclure les éléments ci-après :
  - a) les observateurs devront être autorisés à avoir accès au personnel ainsi qu'aux engins et à l'équipement du navire ;
  - b) sur demande, les observateurs devront également être autorisés à avoir accès à l'équipement suivant, si les navires sur lesquels ils sont affectés en disposent, afin de faciliter l'exécution de leurs tâches prévues à l'alinéa 5 :
    - i. équipement de navigation par satellite,
    - ii. écrans d'affichage radar lorsque ceux-ci sont utilisés,
    - iii. moyens de communication électroniques.
  - c) les observateurs devront bénéficier d'un hébergement, de restauration et d'installations sanitaires adéquats équivalents à ceux des officiers ;

- d) les observateurs devront disposer d'un espace adéquat sur la passerelle ou la timonerie aux fins des travaux administratifs ainsi que d'un espace adéquat sur le pont aux fins de l'exécution des tâches d'observateur ; et
  - e) les États du pavillon devront veiller à ce que les capitaines, l'équipage et les armateurs n'entravent pas, n'intimident pas, ne portent pas atteinte, n'influencent pas, ne soudoient ni ne tentent de soudoyer un observateur dans l'exercice de ses fonctions.
10. Le Secrétaire exécutif de la CTOI soumettra à l'État du pavillon du navire transporteur sous la juridiction duquel le navire a effectué un transbordement et à la CPC de pavillon du LSTLV des copies de toutes les données brutes, résumés et rapports correspondant à la sortie en mer disponibles, d'une manière conforme à toute exigence de confidentialité applicable, quatre mois avant la réunion du Comité d'application de la CTOI.

#### **Obligations des LSTLV durant le transbordement**

11. Les observateurs devront être autorisés à monter à bord du navire de pêche, si les conditions météorologiques le permettent, et devront avoir accès au personnel et aux parties du navire requis par l'exercice de leurs fonctions, telles qu'exposées dans l'alinéa 5.
12. Le Secrétaire exécutif de la CTOI devra transmettre les rapports des observateurs au Comité d'application de la CTOI et au Comité scientifique de la CTOI.

#### **Redevance pour les observateurs**

13. Les frais de mise en œuvre de ce programme devront être assumés par les CPC du pavillon des LSTLV souhaitant procéder à des opérations de transbordement. Les redevances devront être calculées sur la base de la totalité des frais du programme. Ces redevances devront être versées sur un compte spécial du Secrétariat de la CTOI et le Secrétaire exécutif de la CTOI devra gérer ce compte aux fins de la mise en œuvre de ce programme.
14. Aucun LSTLV ne pourra participer au programme de transbordements en mer, si les redevances telles qu'exposées à l'alinéa 13 n'ont pas été réglées.

**ANNEXE V**  
**NAVIRES TRANSPORTEURS INDONÉSIENS AUTORISÉS À TRANSBORDER EN MER**

N°	Nom du navire transporteur en bois	Tonnage brut du navire
1	<del>BANDAR NELAYAN 2017</del>	300
2	<del>PERMATA TUNA WIJAYA 01</del>	298
3	<del>HIROYOSHI - 17</del>	171
4	<del>KILAT MAJU JAYA - 21</del>	197
5	<del>KMC - 102</del>	282
6	<del>PERINTIS JAYA - 89</del>	141
7	<del>NUSANTARA JAYA - 12</del>	149
8	<del>NAGA MAS PERKASA 89</del>	146
9	<del>UNITED - XVII</del>	199
10	<del>MUTIARA 36</del>	294
11	<del>BAHARI - 116</del>	167
12	<del>GOLDEN TUNA 99</del>	199

N°	Nom du navire transporteur en bois	Tonnage brut du navire
<u>1</u>	<u>BANDAR NELAYAN 2017</u>	<u>300</u>
<u>2</u>	<u>PERMATA TUNA WIJAYA 01</u>	<u>298</u>
<u>3</u>	<u>HIROYOSHI - 17</u>	<u>171</u>
<u>4</u>	<u>KILAT MAJU JAYA - 21</u>	<u>197</u>
<u>5</u>	<u>BANDAR NELAYAN 271</u>	<u>242</u>
<u>6</u>	<u>PERINTIS JAYA - 36</u>	<u>99</u>
<u>7</u>	<u>NUSANTARA JAYA - 12</u>	<u>149</u>
<u>8</u>	<u>NAGA MAS PERKASA 89</u>	<u>146</u>
<u>9</u>	<u>BANDAR NELAYAN 519</u>	<u>196</u>
<u>10</u>	<u>MUTIARA 36</u>	<u>294</u>
<u>11</u>	<u>BAHARI - 116</u>	<u>167</u>
<u>12</u>	<u>GOLDEN TUNA 99</u>	<u>199</u>
<u>13</u>	<u>BAHARI NUSANTARA</u>	<u>136</u>

<a href="#">14</a>	<a href="#">BANDAR NELAYAN 2018</a>	<a href="#">290</a>
<a href="#">15</a>	<a href="#">BANDAR NELAYAN 308</a>	<a href="#">244</a>
<a href="#">16</a>	<a href="#">BANDAR NELAYAN 2023</a>	<a href="#">295</a>
<a href="#">17</a>	<a href="#">BAHARI 89</a>	<a href="#">163</a>